M. Borin reconnaît que les lois de 1870, 1875 et 1886 ont eu leur bon côté, même la dernière qui permet aux particuliers d'ouvrir, concomittamment avec les écoles communales, des écoles privées. Il réclame seulement la division de l'Université en plusieurs centres indépendants afin de « créer sur divers points de la France des centres de lumière et de travail ». Il montre ensuite que dans le passé comme dans le présent, l'État a toujours enseigné. L'Allemagne, la Belgique, la Suède reconnaissent le principe de l'État éducateur. En effet, aussi bien que l'Église, l'État doit éclairer les esprits, rendre aux familles le service d'instruire leurs enfants, donner à chacun le bienfait du savoir.

Les particuliers, d'ailleurs, sont parfaitement libres de fonder de leur côté, à leurs risques et périls, les instituts privés qu'ils voudront. Je dis à leurs risques et périls, car il est impossible que les particuliers puissent par eux-mêmes suffire à l'enseignement supérieur « parce qu'ils manquent de la suite de vues et d'efforts nécessaires pour conserver, accroître et communiquer le dépôt des connaissances qui sont indispensables à l'instruction. »

M. Borin résume ainsi la question : 1° L'État doit surveiller et protéger toutes les Universités, aussi bien les Universités fondées par les particuliers que les Universités créées par lui. 2° L'État doit établir d'une manière large, libérale et intelligente, les programmes d'études. 3° L'État doit donner l'instruction partout où les particuliers sont impuissants ou trop faibles.

c) La troisième cause de la crise économique actuelle est le Défaut de vraie religion. Avec les progrès scientifiques tentant d'expliquer tout, grandissent l'incertitude et l'inquiétude morales que l'exégèse, aux mains des